

Mettre un terme à la guerre d'agression de la Russie contre l'Ukraine

Nous condamnons avec la plus grande fermeté la guerre d'agression menée par le président Poutine contre l'Ukraine. L'invasion totale perpétrée par la Russie constitue une attaque pure et simple de la souveraineté de l'État ukrainien, tandis que l'agression absolument non provoquée va à l'encontre des principes fondamentaux du droit international. L'agression de la Russie a amené les partisans de la neutralité dans les États voisins à reconsidérer leur position. Nous sommes aux côtés de l'Ukraine et l'assurons de notre entière solidarité.

Nos pensées vont au peuple ukrainien, nous pleurons avec lui ses pertes et ses souffrances terribles, et nous sommes profondément affligé-e-s par les crimes de guerre commis par le régime de Poutine et d'autres unités armées autonomes, militaires, paramilitaires dirigées par la Russie. C'est avec effroi et horreur que nous assistons aux massacres et aux atrocités perpétrées par la Russie en Ukraine. La prise pour cible de civils et la maltraitance des prisonniers en violation de la Convention de Genève constituent des crimes de guerre. Tout incident de ce type devrait faire l'objet d'une enquête approfondie et tou-te-s les responsables, à tous les niveaux de la chaîne de commandement, devraient répondre de leurs actes devant les tribunaux compétents, dont, notamment, la Cour Pénale Internationale. Une attention particulière devrait être accordée aux cas de viol et d'autres formes de violence sexuelle, qui peuvent constituer des crimes de guerre, crimes contre l'humanité ou des actes constitutifs de génocide, comme indiqué dans la résolution 1820 du Conseil de Sécurité des Nations Unies.

Au cours des dernières décennies, le régime de Poutine a poursuivi ses efforts systématiques pour exercer une influence politique et économique sur les pays du Partenariat oriental et les pays qui avaient des liens historiques ou culturels avec la Russie, entravant la progression de ces pays vers la démocratie et tentant de déstabiliser politiquement la région. Cela comprend la présence militaire depuis 30 ans en Transnistrie, un territoire d'un État souverain - la République de Moldavie, les mouvements séparatistes en Ossétie du Sud et en Abkhazie, le conflit militaire avec la Géorgie en 2008, ainsi que l'agression militaire contre l'Ukraine dans le passé et l'annexion de la Crimée. Ce ne sont pas des épisodes tragiques distincts des relations bilatérales, mais le reflet d'une stratégie générale de politique étrangère nationale. L'absence d'une position suffisamment ferme de la communauté internationale a permis la mise en œuvre de la stratégie de la Russie en matière de politique étrangère et l'agression contre l'Ukraine.

Il ne s'agit pas seulement d'une attaque contre l'intégrité territoriale de l'Ukraine, mais d'une agression brutale contre l'État de droit, la démocratie et la paix en Europe – les fondements mêmes sur lesquels l'Union Européenne a été construite. La guerre d'agression de Poutine tente de déstabiliser l'Europe ainsi que l'ordre géopolitique actuel, menaçant les fondements de notre ordre international, reposant sur les valeurs des droits de l'homme, de la démocratie et de la paix. Cela constitue l'une des plus grandes menaces à la paix et à la sécurité pour nous tou-te-s, y compris pour le peuple russe. Les dernières semaines ont montré que l'ONU comme l'OSCE ont été limitées dans leurs réactions, démontrant une fois de plus le besoin urgent de réforme.

L'attaque de Poutine contre l'Ukraine et le peuple ukrainien est une agression contre tous ceux et



toutes celles qui luttent pour la démocratie et la liberté. La campagne de désinformation ciblée menée par le Kremlin fait partie des tactiques de guerre du régime russe. La guerre de Poutine continuera de mettre à l'épreuve la détermination, l'unité et la solidarité de l'Union européenne. En tant qu'Européen-ne-s, nous sommes solidaires. Uni-e-s, nous nous battons pour une perspective européenne, pour l'Ukraine et pour tous ceux et celles qui défendent actuellement nos valeurs communes.

En tant que famille des Verts Européens, nous défendons les principes de sécurité communs, dans le cadre desquels la paix est toujours l'objectif final et la diplomatie reste une priorité. Chacun a droit à la sécurité humaine : à l'abri de la peur et du besoin. Il est fondamental d'instaurer la confiance entre les nations et les peuples pour une existence humaine pacifique et durable. La réponse militaire ne peut pas être la seule réponse à la menace de notre sécurité. Une vision féministe verte pour la politique étrangère et de sécurité commune vise à défendre nos valeurs en utilisant l'ensemble des instruments de politique étrangère. Notre concept inclusif de la sécurité des populations est fondé sur notre ferme croyance dans le multilatéralisme, la justice internationale, l'état de droit et la protection des droits humains. Une approche féministe intersectionnelle des sociétés et des conflits doit être fondée sur le droit international et les droits humains ; elle tient compte des vulnérabilités entre et au sein des différents groupes à risque et vise à garantir leurs droits individuels.

À la lumière des événements depuis février 2022, nous défendons une approche stratégique large, comprenant des instruments militaires et civils, préventifs et réactifs, à court et à long terme œuvrant pour la sécurité des populations. Nous sommes fermement convaincu-e-s que ces valeurs doivent être mises en œuvre dans tous les cas de conflits entre pays. Si cela n'a pas été mandaté par les Nations Unies, nous refusons l'utilisation ou la menace d'utiliser la force militaire ou l'intervention de tout pays sur un autre État souverain et l'occupation militaire d'un État souverain. Notre dépendance à l'égard du pétrole et du gaz russes a entraîné une forte augmentation des prix de l'énergie tout en alimentant la guerre de Poutine. La situation actuelle prouve une fois de plus que la souveraineté énergétique est une question de sécurité. En tant que Verts Européens, nous nous engageons à mettre fin à la dépendance aux combustibles fossiles. Maintenant plus que jamais, nous devons intensifier nos efforts pour augmenter les énergies renouvelables, améliorer l'efficacité énergétique et renforcer les économies d'énergie - en donnant la priorité à une transition véritablement verte et socialement juste pour tou-te-s, en Europe et dans le monde. Cela inclut la notion que les énergies renouvelables sont notre seule source d'énergie sûre, propre et durable à long terme : elles constituent notre voie vers un monde plus durable, juste et pacifique.

En tant que Verts Européens, nous croyons fermement que le moment est venu d'intensifier nos efforts pour une transition verte. Le fait de saper les tentatives de protection du climat et de la biodiversité en ce moment au nom de la sécurité alimentaire est précisément la mauvaise voie à suivre - une intensification supplémentaire de l'industrie agricole détruit notre base alimentaire. Une réorientation écologique à part entière de notre politique en matière d'agriculture et de biodiversité est maintenant plus nécessaire que jamais étant donné l'effet significatif sur la production et les exportations alimentaires depuis l'Ukraine, résultant de l'invasion. La guerre de la Russie menace massivement la situation alimentaire dans le monde entier, frappant en particulier les pays vulnérables de l'hémisphère Sud. Le blocage des exportations de céréales, d'huile de tournesol et



d'autres produits ukrainiens, ainsi que la destruction des champs, des machines et des infrastructures des agriculteurs et agricultrices, vont affecter tous les pays qui dépendent de ces produits agricoles, générant ainsi une deuxième crise humanitaire.

À ce jour, on estime que 8 millions de résident-e-s ukrainien-ne-s ont été déplacé-e-s à l'intérieur du pays et plus de 6,6 millions ont fui le pays en raison de la guerre. La volonté de la Moldavie et de tous les États membres de l'UE, en particulier ceux qui bordent l'Ukraine, d'héberger les personnes dans le besoin est sans précédent. En tant que Verts Européens, nous sommes solidaires de tous ceux et de toutes celles qui fuient la guerre et la persécution, quel que soit l'endroit d'où ils viennent !

Par conséquent, nous, le Parti Vert Européen, dont la paix est l'objectif principal, condamnons fermement toutes les violations des droits humains et appelons aux mesures suivantes comme essentielles pour réduire la capacité du régime de Poutine à poursuivre son agression contre l'Ukraine et demandons de l'aide pour reconstruire l'Ukraine :

1. Les pays européens devraient utiliser tous les moyens diplomatiques et politiques possibles, et soutenir les initiatives internationales, afin de faire pression sur la Russie pour qu'elle retire, sans condition, ses troupes du territoire internationalement reconnu de l'Ukraine, ainsi que des régions séparatistes d'autres États. Nous appelons l'ONU et l'Organisation pour la sécurité et la coopération en Europe (OSCE) à redoubler d'efforts pour mettre fin aux hostilités.
2. Les États membres de l'UE doivent mettre en œuvre rapidement, intégralement et de manière efficace toutes les sanctions actuellement en place. Tandis que l'intensification des actions de Poutine se poursuit, des sanctions ciblées et percutantes doivent être appliquées immédiatement.
3. Tous les efforts visant à apporter une assistance financière, économique et humanitaire à l'Ukraine doivent être renforcés, et tous les gouvernements doivent jouer leur rôle, en recourant à une multitude de mesures. Nous vivons une époque sans précédent de guerre d'agression non provoquée dans le cadre de laquelle des violations du droit international et des crimes de guerre sont commis, nous constatons donc qu'il est nécessaire que l'Ukraine continue à recevoir rapidement un soutien militaire pour pouvoir se défendre contre les attaques russes.
4. Dans le même temps, il est nécessaire que tous les acteurs impliqués planifient et coordonnent un soutien à long terme dans le but global de favoriser et de mettre en œuvre un processus de consolidation de la paix en tenant compte de toutes ses dimensions complexes et à facettes multiples. Cela implique certainement le soutien financier nécessaire pour la reconstruction des infrastructures ukrainiennes et des dommages liés à la guerre, ainsi que pour l'assistance aux victimes et la réhabilitation de l'environnement.
5. L'Union Européenne et ses États membres doivent activement agir pour assurer la sécurité



énergétique de tou-te-s les résident-e-s européen-ne-s. Il est grand temps d'accélérer fortement le développement des énergies renouvelables, tout en renforçant l'efficacité et les économies d'énergie. La fin progressive des énergies fossiles et la transition énergétique doivent être accélérées à tous les niveaux. Tous les efforts doivent être déployés pour mettre un terme à la dépendance de l'Europe à l'égard des combustibles fossiles dès maintenant. Nous demandons un embargo sur toutes les importations de combustibles fossiles en provenance de la Russie dès qu'il sera humainement possible de mettre en œuvre des mesures d'atténuation, y compris la réduction de la consommation.

6. Dans le même temps, l'Union Européenne doit œuvrer en faveur d'un mécanisme commun de solidarité pour faire face à la hausse des prix de l'énergie, en particulier pour les personnes menacées par la pauvreté. Nous demandons en particulier aux pays qui ont réalisé des bénéfices excédentaires grâce à des entreprises énergétiques (partiellement) publiques qui profitent des prix élevés de l'énergie de réorienter ces bénéfices afin d'atténuer les impacts sociaux de la pauvreté liée à l'énergie dans toute l'Europe, d'investir dans les énergies renouvelables et de soutenir la reconstruction d'après-guerre de l'Ukraine. Nous demandons également aux pays de taxer les bénéfices excédentaires des entreprises privées et à les rediriger vers les mêmes causes.
7. Tous nos efforts pour assurer un déplacement en toute sécurité, empêcher la traite des êtres humains et mettre en place les meilleures structures possibles pour accueillir les personnes fuyant la guerre inhumaine de Poutine continuent d'être de la plus haute priorité. Les fonds de l'UE devraient être alloués à ceux qui accueillent des réfugiés, tandis qu'une attention particulière doit être accordée aux groupes marginalisés et particulièrement vulnérables, tels que les femmes, les LGBTQI+, les Roms, les BIPOC (Personnes noires, autochtones et personnes de couleur), les minorités ethniques et les personnes handicapées. Ils ont le droit d'être hébergés sans discrimination. Nous attendons des pays européens qu'ils fassent preuve de la même hospitalité envers tou-te-s les réfugié-e-s de guerre.
8. En tant que Verts Européens, nous nous engageons à éliminer la faim dans le monde et demandons donc un soutien immédiat à tous ces pays vulnérables qui seront touchés par la crise alimentaire générée par la guerre de Russie. De plus, nous demandons une augmentation du financement du Programme alimentaire mondial (PAM) et des actions concrètes pour mettre fin à la spéculation sur les denrées alimentaires, ainsi que pour aider l'Ukraine à exporter ses produits agricoles excédentaires. Plus largement, nous pensons que l'UE doit œuvrer à la réalisation d'un système agricole durable et résilient à long terme dans le monde entier, notamment en convertissant les terres utilisées pour la production d'aliments pour animaux en production alimentaire et en soutenant les petits agriculteurs.
9. Il est essentiel que l'Union Européenne et la communauté internationale dans son ensemble soient unies face aux crimes de guerre dont le monde a été témoin. Nous demandons que tout le soutien nécessaire soit accordé pour enquêter sur ceux-ci et traduire les auteurs en justice.
10. Le peuple ukrainien se bat pour l'avenir d'une Ukraine démocratique et libre. Il appartient aux institutions de l'UE d'œuvrer pour octroyer à l'Ukraine le statut de candidat à l'UE et



d'intensifier ses efforts pour procéder à son intégration dans le marché unique de l'UE dès que possible. En outre, des efforts devraient également être déployés pour aider la Géorgie et la Moldavie à obtenir le statut de pays candidat à l'UE.

11. La guerre cruelle de Poutine contre le peuple ukrainien déclenche également une résistance en Russie. Malgré une répression sévère, les citoyen-ne-s russes manifestent pour une Russie démocratique, contre la violence et la destruction qui a lieu dans leur pays souverain voisin. Nous continuerons à travailler ensemble et à soutenir, financièrement et autrement, la société civile indépendante, les défenseurs des droits humains, les avocats, les journalistes, les blogueurs et les militants contre la guerre en Russie et en Biélorussie.
12. Combattre la désinformation, l'influence indue et les cyberattaques parrainées par le Kremlin dans toute l'UE en prenant toutes les mesures possibles, notamment en renforçant l'indépendance du journalisme, la réglementation appropriée des réseaux sociaux et la transparence du financement politique et des activités de lobbying dans les États membres.

Nous, les Verts Européens, appelons tous les gouvernements européens à faire preuve d'unité et de détermination au nom de la reconstruction de la paix et de la justice.